



# ASSEMBLÉE NATIONALE

17ème législature

## Référendum sur le budget

Question au Gouvernement n° 633

Texte de la question

### RÉFÉRENDUM SUR LE BUDGET

**Mme la présidente** . La parole est à Mme Émeline K/Bidi.

**Mme Émeline K/Bidi** . Choisir, c'est renoncer – vous connaissez tous cet adage ; or en matière de budget, il semblerait que votre choix soit fait. Vous aviez déjà renoncé à taxer le capital ; il vous restait alors à choisir sur qui faire peser les économies qui, pour le moment, s'élèvent à 40 milliards d'euros. Depuis plusieurs mois, au milieu des annonces cacophoniques des ministres, un choix se dessine clairement : celui qui consiste à s'attaquer aux plus pauvres et aux plus faibles, dans l'Hexagone comme en outre-mer.

Alors que le cadrage budgétaire n'est pas encore déterminé, on voit poindre les attaques contre l'emploi, contre les jeunes, contre la santé, contre les travailleurs, contre l'environnement : baisse de financement des contrats PEC – parcours emploi compétences –, diminution des subventions aux missions locales, rétablissement des jours de carence, diminution des moyens consacrés à l'accompagnement des femmes victimes de violences.

Voilà quels sont vos premiers choix. Vous vous attaquez à ceux qui peinent déjà à finir les fins de mois, et vous choisissez d'incriminer les Françaises et les Français à qui vous reprochez sans cesse de ne pas assez travailler. Comble du cynisme, le 3 mai dernier, dans un entretien accordé au *Journal du dimanche* (JDD), le Premier ministre proposait de demander au peuple de valider son propre sacrifice : il annonçait vouloir organiser un référendum pour valider vos choix, afin de faire oublier que d'autres arbitrages existent.

Choisir, c'est renoncer et en ce qui vous concerne, vous avez renoncé à protéger la majorité des Françaises et des Français pour préserver les intérêts d'une poignée de privilégiés. (*Applaudissements* sur les bancs des groupes GDR et EcoS.) Jusqu'où irez-vous ? Renoncerez-vous à sacrifier les politiques sociales et les services publics sur l'autel du capitalisme ? Quand choisirez-vous enfin le peuple ? (*Applaudissements* sur les bancs du groupe GDR et sur quelques bancs des groupes LFI-NFP, SOC et EcoS.)

**Mme la présidente** . La parole est à Mme la ministre chargée des comptes publics.

**Mme Amélie de Montchalin**, *ministre chargée des comptes publics* . Nous avons en commun en France, au cœur de notre République, un pacte qui est né en 1945 et qui s'appelle la sécurité sociale.

**Mme Sophie Taillé-Polian** . Ce sont les communistes qui l'ont créée !

**Mme Amélie de Montchalin**, *ministre* . Elle a 80 ans, elle protège tous les Français et elle est universelle. Ce qui met aujourd'hui en danger la sécurité sociale – je le dis au nom de l'ensemble du gouvernement et en particulier de ma collègue Catherine Vautrin –, c'est qu'elle n'est plus à l'équilibre ; en effet, elle est en déficit...

**M. Fabien Di Filippo** . Structurellement !

**M. Stéphane Peu** . À cause de vos choix !

**Mme Amélie de Montchalin, ministre** . ...et elle crée même de la dette alors qu'il y a quatre-vingts ans, notre modèle social était un modèle de solidarité caractérisé par l'absence de dette. Soit nous choisissons d'agir en regardant la situation en face, avec lucidité, pour sauver ce modèle social – cela suppose de le remettre à l'équilibre, comme nous l'avons d'ailleurs fait entre 2010 et 2019 ; soit nous renonçons et alors il n'y aura plus de sécurité sociale.

**M. Stéphane Peu** . Il faut arrêter d'exonérer les cotisations !

**Mme Amélie de Montchalin, ministre** . Il y aura une santé à deux vitesses, un système où chacun se débrouillera, et ce sera la fin de ce qui fait notre solidarité et notre République.

**M. Jean-Paul Lecoq** . Vous faites tout pour cela !

**Mme Amélie de Montchalin, ministre** . Avec le premier ministre et l'ensemble du gouvernement, nous faisons donc des choix, notamment le choix de regarder en face ce qui pourrait mettre en cause notre souveraineté financière, économique et sociale. Nous avons fait le choix, en concertation avec vous, parlementaires, dans le cadre du compromis que nous avons trouvé en février dernier, de remettre 1 milliard d'euros à l'hôpital...

**M. Yannick Monnet** . Il en manque encore 2 !

**Mme Amélie de Montchalin, ministre** . ...et de soutenir nos politiques de santé. (*Exclamations sur quelques bancs du groupe LFI-NFP.*) Nous avons fait le choix de soutenir tout ce qui permet d'accompagner les femmes victimes de violences. Nous avons fait le choix des travailleurs, en continuant à soutenir leurs revenus grâce à la prime d'activité. Nous avons fait des choix que nous assumons et que nous rendons transparents. Nous voulons aussi préparer le débat pour que chaque année, nous puissions nous mettre d'accord sur un budget résultant d'un choix collectif et démocratique...

**Mme Émeline K/Bidi** . Vous pourriez commencer par le faire voter à l'Assemblée, ce budget !

**Mme Amélie de Montchalin, ministre** . ...et non d'un renoncement.

Il y a un autre choix que nous faisons : si nous ne produisons pas plus, si nous n'investissons pas plus et si nos entreprises ne peuvent pas embaucher davantage, alors notre PIB diminuera et notre modèle social sera là aussi en danger. Les impôts ne sont pas une solution et les dépenses doivent être choisies démocratiquement. (*M. Nicolas Forissier applaudit.*)

**M. Stéphane Peu** . C'est une politique de droite, quoi !

## Données clés

**Auteur** : [Mme Émeline K/Bidi](#)

**Circonscription** : Réunion (4<sup>e</sup> circonscription) - Gauche Démocrate et Républicaine

**Type de question** : Question au Gouvernement

**Numéro de la question** : 633

**Rubrique** : Élections et référendums

**Ministère interrogé** : Comptes publics

**Ministère attributaire** : Comptes publics

**Date(s) clé(s)**

**Question publiée le : 7 mai 2025**

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 7 mai 2025